Déclaration liminaire des élus force ouvrière : CTL du 13 mai 2013

Monsieur le président,

Après la présentation du budget 2013, force est de constater que les fonctionnaires vont subir encore, et de plein fouet, les restrictions budgétaires concourant à satisfaire les critères européens et à rassurer les marchés financiers. Il n'existe en effet aucune politique engagée en faveur d'une relance du pouvoir d'achat, de la consommation, mais simplement une règle aveugle et obstinée de réduction des déficits.

Dans ce contexte, la non revalorisation du point d'indice, les coupes drastiques annoncées dans le nombre de promotions internes, la poursuite de la RGPP sous le nouveau vocabulaire de MAP, et le lancement des « démarches stratégiques » dans les directions à réseau, contribuent à cristalliser les tensions sociales, le tout sur un fond de dialogue social défaillant.

Loin de la réussite officielle annoncée, la création de la DGFIP s'est faite dans un contexte de très forte pression sur les agents et les missions. Sa mise en oeuvre formelle ne peut masquer la réalité de la dégradation des conditions de travail et d'exercice des missions : charge et complexité du travail en hausse, moyens en baisse, service public en souffrance : tel est le véritable bilan de la DGFIP.

Ce Comité technique local comporte plusieurs points importants ayant une incidence directe sur les conditions de vie au travail :

En premier lieu, il importe de situer ce CTL départemental dans le contexte national découlant du Comité technique Ministériel du 16 octobre 2012 consacré au budget 2013 : à savoir réduction d'emplois et de crédits, réduction des plans de promotions intra et inter catégorielles, qui constituent la négation de l'investissement des agents dans un environnement professionnel difficile. Nous avons boycotté tous les CTL depuis début novembre 2012 ,y compris le CTL emploi re-convoqué le vendredi 11 janvier 2013 pour se tenir le 14 janvier soit moins de deux jours ouvrables entre les deux évènements.

A cet effet, FO-DGFIP dénonce la surenchère de convocations qui ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre pour préparer sereinement les thèmes inscrits à l'ordre du jour. Nous avons pu ainsi dénombrer 4 convocations en l'espace d'un mois :1 par semaine sur des thèmes impactant profondément l'organisation des services. La tenue du calendrier ne doit pas être une contrainte au bon déroulement des

débats et des échanges, il en va de la qualité des échanges et surtout de permettre aux élus de préparer sereinement les ordres du jour.

Concernant le volet budgétaire, la seconde présentation du BOP 2013 , rejeté lors du CTL du 22 avril dernier , ne peut que conduire à exprimer de nouveau les fortes réserves liés aux restrictions budgétaires , à l'absence de budget prévisionnel d'investissement gagé à des économies drastiques que de simples mesures d'organisation déjà réalisées en 2012 ne permettent pas d'entrevoir .Même les solutions issues du système D déjà bien utilisées ne garantissent plus l'exercice des missions . La campagne IR-TH-ISR 2013 est partie . L'accueil du public est en hausse .Nous voyons arriver des nouveaux contribuables qui constatent qu'ils deviennent imposables du fait des nouvelles mesures fiscales .Il convient de signaler que cette campagne se télescope avec la campagne de recouvrement contentieux des impôts 2012 dont les impayés ont fortement augmentés du fait de la situation économique et d'une politique de remise gracieuse plus restrictive .

L'installation d'une permanence de la banque de France au CFP de Cambrai marque les limites de la rationalisation des surfaces car elle se fait au détriment des locaux d'accueil de la DGFIP mais plus grave elle amène un flux d'usagers supplémentaires dont la gestion va reposer sur les agents du CFP.

L'actualisation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) et le Programme Annuel de Prévention sont le reflet de la complication de la situation et surtout de sa gravité .L'accent est mis en particulier sur les risques psycho-sociaux dont la réduction ne peut venir des seules propositions de stages à gérer des situations difficiles ou de réorganisations de services .